

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Mohamed-Najib Smaili : L'évolution non aboutie d'une vision communautaire du droit aux congés payés (A propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 13 mars 2013 n°466 FS-P+B).

Yves Saint-Jours : Les particularités du contentieux social.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

L'obligation de discrétion ne peut servir à dissimuler aux salariés l'existence et les conditions d'une restructuration.

Cour d'appel de Paris (6-1) 11 mars 2013 ; Inspection du travail (UT 078-sect. 15) 7 mai 2012 – Note Arnaud Mazières (p.699)

Le Comité central d'entreprise peut bénéficier du concours des CHSCT pour émettre son propre avis sur un projet impliquant une transformation importantes des conditions de travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2013 – Note Fabrice Février (p.704)

Inaptitude liée à l'existence d'un harcèlement : la fin du déni pour le salarié dit « protégé » ?

Cour administrative d'appel de Marseille 11 juin 2013 – Note Michel Desrues (p.719)

Les droits du salarié à l'égard du donneur d'ordre en cas de fausse sous-traitance.

Cour d'appel de Grenoble 27 juin 2013 – Note Hervé Guichaoua (p.721)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale par Daniel Boulmier.



NOVEMBRE 2013

Doctrine :

L'évolution non aboutie d'une vision communautaire du droit aux congés payés (A propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 13 mars 2013 n°466 FS-P+B) par **Mohamed-Najib Smali**, Docteur en droit 688

CONGES PAYES – Période d'arrêt-maladie – Assimilation à du temps de travail effectif – Directive européenne 2003/88 – Invocabilité entre particuliers (non) – Exclusion de la période

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 mars 2013 695

Les particularités du contentieux social par **Yves Saint-Jours**, Ancien professeur émérite de l'Université de Perpignan 696

Jurisprudence :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Suppressions d'emploi – Obligation de discrétion – Portée (deux espèces) – 1° Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Consultation – Absence de preuve de la nature confidentielle des éléments – Trouble manifestement illicite – Levée de l'obligation (première espèce) – 2° Protection des représentants du personnel – Transmission de l'information aux salariés visés par le plan de licenciements – Demande d'autorisation de licenciement pour faute – Défense des intérêts des salariés – Caractère inopposable de l'obligation de discrétion – Rejet de la demande (deuxième espèce).

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Réorganisation et plan de départs « volontaires » – Suppressions d'emploi – Plan de reclassement interne – Nécessité (oui) (première espèce).

Première espèce :
COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 1) 11 mars 2013 699

Deuxième espèce :
INSPECTION DU TRAVAIL (UT 078 – sect. 15) 7 mai 2012 701

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 702

COMITÉ D'ENTREPRISE – Société commerciale ou EPIC chargé d'une mission de service public – Consultation préalable du CE – Contestation – Compétence juridictionnelle – Distinction – 1° Décision d'organisation du service public – Compétence de l'ordre administratif – 2° Décision n'affectant pas directement le service public – Réorganisation d'un réseau de télécommunications de sécurité – Défaut d'incidence sur la distribution et le transport d'électricité ou sur la situation des usagers – Compétence judiciaire.

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation préalable – Transformation importante des postes de travail – Nécessité d'un avis des CHSCT – Communication de ces avis au CE – Défaut – Conséquences – Suspension de la mise en œuvre du projet.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 juillet 2013 704

Note **Fabrice Février**, Avocat au barreau de Paris 706

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment – Refus des postes proposés – Licenciement – Violation de l'art. L. 1225-55 – Réintégration.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Encadr. – Départ.) 27 mai 2013 708

Note **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers 712

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation au poste de travail – Responsabilité de l'employeur – Carence – Absence de mobilisation du plan de formation – Inertie du salarié – Incidence (non) – Licenciement pour motif économique – Préjudice distinct – Dommages et intérêts.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 juin 2013 714

Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon 715

DISCRIMINATION – Etat de santé – Licenciement – Nullité de la rupture – Réintégration ordonnée par voie judiciaire – Défaut d'exécution – Demande postérieure en résiliation judiciaire du contrat de travail – 1° Indemnités – Revenus de remplacement – Cumul – 2° Effets de la résiliation – Licenciement nul.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 mai 2013	716
Note Rachel Spire , Avocate au Barreau de Paris	717

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Demande d'autorisation de licenciement – Inaptitude – Contrôle de l'Administration – Portée – Harcèlement à l'origine de l'inaptitude – Annulation de l'autorisation.

COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE (7^{ème} ch.) 11 juin 2013	719
Note Michel Desrués , Défenseur syndical	720

TRAVAIL ILLÉGAL – Fausse sous-traitance – Requalification – Entreprise utilisatrice employeur du salarié prêté – Entreprise utilisatrice débitrice des droits du salarié prêté.

COUR D'APPEL DE GRENOBLE (Chambre sociale) 27 juin 2013	721
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	723

Chroniques jurisprudentielles :

Procédure prud'homale par Daniel Boulmier, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine

DROIT DISCIPLINAIRE – Lettre de licenciement – Qualification de la faute – Pouvoir du juge – Portée – Aggravation (non).

GREVE – Licenciement – Condition – Faute lourde – Défaut – Conséquence – Nullité de la rupture.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 juin 2013	725
Note	726

VOIES DE RECOURS – Appel – Acte de notification – Mentions – Modalités d'exercice – Lieu de la Cour d'appel.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 mai 2013	727
Note	728

ACTION EN JUSTICE – Départage partiel – Appel – Désistement – Acceptation de la partie adverse – Renonciation aux prétentions non tranchées (non) – Réparation d'une omission à statuer (oui) – Dispositif incomplet – Renonciation à contester (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 mai 2013	729
Note	732



RPDS 821-822 / Septembre-Octobre 2013

Au sommaire : **Définition et cause du motif économique**
Les procédures de licenciement économique
L'obligation de reclassement

Dossiers : **LE LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE**
après la loi de « sécurisation » de l'emploi

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche. Prix du numéro : 15 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 79 euros par an uniquement à RPDS, 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.nvo.fr ou www.lecodedutravail.fr

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles : articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>